



PHOTO: CELINE ESCOJANO

Jean-François Carencio:
"On n'a toujours pas résolu le problème des déchets nucléaires."

ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS CARENCIO

"Il faut absolument développer l'éolien"

Pour le président de la Commission de régulation de l'énergie (CRE)*, le Montpelliérain Jean-François Carencio, l'énergie nucléaire doit passer de 67 % à 25 % dans notre consommation d'ici 2060. C'est impossible sans le recours à l'éolien.

► **LA GAZETTE.** La récente campagne électorale l'a mis en évidence: l'opposition grandit envers les énergies renouvelables, particulièrement l'éolien. On évoque même à leur propos l'instauration d'un moratoire tout en plaidant en faveur du nucléaire. Quelles réflexions cette situation vous inspire-t-elle?

Jean-François Carencio. Il s'agit d'une opposition classique relevant d'une pensée binaire qui a peu d'intérêt dans un monde complexe. La France possède, je pense, un des meilleurs systèmes énergétiques au monde tant au niveau du prix, de la

sécurité de l'approvisionnement que de la qualité de l'électricité. C'est cela qu'il faut faire durer! Notre pays dispose d'un mix électrique qui fonctionne actuellement avec 67,1 % d'énergie nucléaire, 13 % d'énergie hydraulique, 5 % d'énergies fossiles (gaz et charbon) et à peine 10,4 % d'énergies renouvelables: 2,5 % pour le solaire et 7,9 % pour l'éolien. Imaginer qu'on puisse rester à ce niveau de nucléaire dans les décennies à venir n'est pas raisonnable. Un moratoire bloquant les projets d'énergie renouvelables, notamment éoliens, serait donc inconséquent.

Se dirige-t-on, du coup, vers la fin du nucléaire ?

Non. Mais miser à 100 %, ou presque, sur cette énergie n'est pas sérieux. À l'horizon 2050, tous nos réacteurs seront en fin de vie et nous n'avons pas la capacité de construire 62 gigawatts (la puissance du parc français) de nucléaire. D'où l'obligation de développer les énergies renouvelables, le plus rapidement et le plus massivement possible. Opposer les deux est soit un mensonge, soit de l'inconscience, soit de la malveillance.

Pas en mesure de reconstruire le parc actuel ? Pourquoi ?

D'abord parce qu'on n'a toujours pas résolu le problème des déchets, même s'ils n'atteignent pas les volumes que les gens imaginent. C'est un problème à régler, on ne sait pas le faire, il faut donc qu'ils baissent. Ensuite parce que notre parc nucléaire est devenu plus sensible à l'élévation de la température et aux aléas climatiques ou autres. On l'a vu avec la crise sanitaire. Sa part doit donc baisser. Et c'est d'autant plus possible que dorénavant le nucléaire et le renouvelable sont sur la même bande de prix.

Et comment faire baisser la part du nucléaire ?

On sait le faire au fur et à mesure qu'on sait garantir les trois sujets que j'évoquais, la sécurité de l'approvisionnement, sa qualité, et les prix.

Et on le remplace par quoi ?

D'abord, dans une phase de transition, il y aura du « nouveau nucléaire » car on ne tiendra pas sans. Les centrales actuelles ont été construites entre la fin des années soixante et 1985. Donc entre 2040 et 2050, si rien ne se passe tout s'arrête. Que sera exactement ce nouveau nucléaire ? Difficile de le prévoir. Il y a les SMR (Small Reactors, réacteurs de petite puissance), les EPR et d'autres technologies. Mais en 2060 il ne devrait pas y avoir plus de 25 % de nucléaire dans notre mix énergétique.

Reste 75 % ... Ils seront fournis par les renouvelables ?

Non. Du moins pas que... Il y a trois façons d'agir: la consommation, les flexibilités et donc, effectivement, les énergies renouvelables.

Miser sur la baisse de la consommation, n'est-ce pas illusoire ?

Au moins faut-il faire en sorte qu'elle n'augmente pas. Or elle est tendanciellement à la hausse pour deux raisons. La première raison, c'est qu'aujourd'hui tout le monde se tourne vers l'hydrogène: or l'hydrogène est très consommateur d'électricité, très énergivore. L'hydrogène fait l'objet d'un engouement un peu rapide mais il ne sera pas opérationnel avant trente ans. Deuxième raison de cette hausse de la consommation: la publicité qui l'encourage.

Pourquoi qualifiez-vous d'absurde l'engouement pour l'hydrogène ?

Parce que sa production fait bondir la consommation d'énergie et revient donc très chère. En fera-t-on avec du solaire venant d'Afrique, ou d'Espagne ? En importera-t-on du Moyen Orient ? Je n'en sais rien. Il faut le savoir, fabriquer de l'hydrogène, c'est consommer de l'électricité de manière massive. Ce qui est absurde, c'est de ne pas se poser un peu pour réfléchir.

Deuxième substitut au nucléaire, ce que vous appelez les flexibilités... Qu'ès aco?

De l'effacement, du stockage, de l'interruptibilité. Par exemple, que les réfrigérateurs ou le chauffage s'arrêtent un quart d'heure toutes les deux heures. Et du foisonnement européen : c'est-à-dire aller chercher de l'énergie dans les pays où le vent souffle davantage. Cela évite de produire et de multiplier les infrastructures de réseau au sol qui sont une atteinte insupportable à notre empreinte écologique.

On en vient au renouvelable...

L'opposer aux autres n'a pas de sens. Ce serait faire preuve d'une idéologie destructrice.

Oui, mais ça coûte cher...

Le renouvelable est désormais compétitif. En revanche, il est nettement moins efficace que le nucléaire. Avec le photovoltaïque, il faut ainsi cinq mégawatts de puissance pour produire l'équivalent d'un mégawatt nucléaire. Pour développer le renouvelable, il faut l'améliorer et donc faire de la recherche, trouver des surfaces, notamment des terrains agricoles non exploités. Il faut également rechercher des équilibres entre le photovoltaïque et la biodiversité. Le problème du solaire, c'est qu'il est bon marché mais prend beaucoup de place.

Nombreux sont ceux qui plaident pour la couverture des immeubles, des bâtiments industriels, des parkings avec des panneaux solaires. Ils n'ont pas tort, quand même...

Bien sûr. Mais ça ne va pas sauver le monde. Pour avoir la production d'un réacteur nucléaire EPR, il faudrait disposer des panneaux photovoltaïques sur l'équivalent de 7500 terrains de football. Il faut poursuivre la recherche pour augmenter la productivité.

On évoque aussi l'autoconsommation...

Oui, c'est à la mode. Cela signifie qu'on ne paierait plus pour les réseaux (RTE, Enedis), ce qui met à mal tout le système de distribution. Cela dit, le solaire ne suffira pas seul. Il nous faut donc absolument développer l'éolien. La France a cinq fois moins d'éoliennes au kilomètre carré que l'Allemagne et 3,3 fois moins que le Danemark.

Mais la géographie y est différente...

Certes. Mais je ne dis pas qu'il faut implanter autant d'éoliennes par habitant dans notre pays. En mer, les éoliennes peuvent monter plus haut et produire davantage d'électricité, plus régulièrement, mais on ne pourra jamais faire autant que les Britanniques dans ce domaine. Nos fonds marins sont plus profonds et l'éolien flottant doit encore se développer. C'est pourquoi construire des éoliennes à terre est indispensable, tout simplement pour vivre encore correctement avec notre énergie.

Mais il y a là des opposants virulents...

Ils relèvent d'une mode séparatiste, fruit d'une espèce d'alliance entre des idéologies qui consistent à être contre quoi qu'il arrive. C'est un sujet dangereux, car bientôt nous risquons de ne plus avoir d'électricité en France.

Les pêcheurs disent que ce n'est pas bien pour les poissons...

Moi, j'ai toujours appris que quand on mettait des cubes de béton au fond de la mer, ça faisait venir les poissons. Il y aura pendant deux ans un inconvénient, mais après ça revient vite.

Il y a encore les défenseurs du patrimoine paysager... Comme Stéphane Bern récemment.

Bien sûr qu'il faut interdire certains territoires à l'éolien, qu'il ne soit pas trop près des maisons, préserver nos paysages absolument merveilleux.

"Il y a trois façons d'agir : la consommation, les flexibilités et les énergies renouvelables."

Ilormis cela, il n'y a pas de raison d'écouter les gens simplement parce qu'ils sont contre. Une question fondamentale est posée : peut-on priver d'électricité la France entière ? Oui, il y a des inconvénients, mais avoir de l'électricité est essentiel.

Qu'il y ait donc des lieux sans éolien, évidemment. La loi, d'ailleurs, les définit précisément. Mais ce n'est pas aux collectivités locales de le dire, c'est au pouvoir central. Parce que celui qui a la responsabilité de l'énergie en France, c'est l'État. Or avec la contestation qui prend jour, c'est ce qui est remis en cause. De quel droit s'en prend-on à la solidarité nationale ? Une autre attaque est en cours : faut-il maintenir le monopole des réseaux ? Cela signifie qu'on ne paierait pas l'électricité au même prix selon les parties du territoire français. C'est possible, bien sûr. Mais ce n'est pas la République que j'ai apprise.

Allez-vous jusqu'à évoquer un séparatisme énergétique ?

C'est la mode. Comme il y a des séparatismes de clubs de foot, d'immeubles, de religions. Nous sommes dans le petit entre-soi. Est-ce que ce petit entre-soi invente l'avenir de notre monde ? Le débat sur l'éolien relève de la même philosophie : je n'aime pas l'autre. Qu'il ait besoin d'électricité, ce n'est pas mon problème. Beaucoup de municipalités refusent le logement social, d'autres l'éolien. C'est ça le débat qui est posé. Vous voyez, opposer le nucléaire et l'éolien, ce n'est finalement pas le cœur du sujet. Le problème est beaucoup plus vaste. Est-ce qu'on a encore envie de vivre ensemble ? La démocratie est-elle encore capable d'inventer l'avenir ? Le combat énergétique est aussi un combat républicain.

Propos recueillis par Michel Démélin

* Commission de régulation de l'énergie : il s'agit d'une autorité administrative indépendante (150 salariés), comme le CSA l'est pour les médias ou comme l'Autorité des marchés financiers l'est pour les banques. Cette commission surveille et oriente les entreprises de distribution d'énergie (GRDF, Enedis, RTE...) gère le marché de l'énergie pour les consommateurs et propose au gouvernement les prix de l'énergie.

